

156357-2026 - Gara

Belgio – Servizi di guardia – SERVICES DE GARDIENNAGE

OJ S 46/2026 06/03/2026

Bando di gara – regime alleggerito

Servizi

1. Committente

1.1. Committente

Nome ufficiale: Opérateur de Transport de Wallonie - Direction Namur-Luxembourg

E-mail: jean-christophe.choukart@letec.be

2. Procedura

2.1. Procedura

Titolo: SERVICES DE GARDIENNAGE

Descrizione: SERVICES DE GARDIENNAGE

Identificativo della procedura: f3896321-3239-4fe6-94c2-5aa509a84be8

Identificativo interno: PPP0WV-1972/6131/NL-EXPL-2025-04

Tipo di procedura: Negoziata con previa indizione di gara / competitiva con negoziazione

Caratteristiche principali della procedura: procédure négociée avec mise en concurrence préalable

2.1.1. Finalità

Natura dell'appalto: Servizi

Classificazione principale (cpv): 79713000 Servizi di guardia

2.1.2. Luogo di esecuzione

Suddivisione del paese (NUTS): Arr. Namur (BE352)

Paese: Belgio

2.1.2. Luogo di esecuzione

Suddivisione del paese (NUTS): Arr. Namur (BE352)

Paese: Belgio

2.1.4. Informazioni generali

Base giuridica:

Direttiva 2014/25/UE

2.1.6. Motivi di esclusione

Fonti dei motivi di esclusione: Documento di gara

5. Lotto

5.1. Lotto: LOT-0001

Titolo: SERVICES DE GARDIENNAGE

Descrizione: SERVICES DE GARDIENNAGE

Identificativo interno: NL-EXPL-2025-04_1

5.1.1. Finalità

Natura dell'appalto: Servizi

Classificazione principale (cpv): 79713000 Servizi di guardia

5.1.2. Luogo di esecuzione

Indirizzo postale: Avenue Gouverneur Bovesse 96

Località: Jambes (Namur)

Codice postale: 5100

Suddivisione del paese (NUTS): Arr. Namur (BE352)

Paese: Belgio

Informazioni supplementari: OPERATEUR DE TRANSPORT DE WALLONIE

5.1.3. Durata stimata

Durata: 96 Mesi

5.1.4. Rinnovo

Rinnovi massimi: 7

Altre informazioni sul rinnovo: Le marché comporte sept reconductions.

5.1.6. Informazioni generali

Partecipazione riservata:

La partecipazione non è riservata.

Vanno indicati nomi e qualifiche professionali del personale incaricato dell'esecuzione dell'appalto: Indicazione non necessaria

Progetto di appalto non finanziato con fondi UE

5.1.9. Criteri di selezione

Fonti dei criteri di selezione: Avviso

Criterio: Referenze su servizi specifici

Descrizione del criterio di selezione: Expériences dans le gardiennage Niveau(x) minimal (aux): Nombre de références : Le soumissionnaire fournira une liste de minimum trois références pour des prestations de gardiennage. Nature des prestations et similarité avec l'objet du marché : Les références devront concerner des prestations de gardiennage humain, incluant au moins : •la surveillance de sites, •et/ou le contrôle d'accès, •et/ou des rondes de sécurité. Les prestations de simple télésurveillance sans présence humaine ne sont pas suffisantes. Au moins deux références devront porter sur un site de nature comparable à celui du présent marché, à savoir un site ouvert au public (de type gare, station de métro, galerie commerciale ...). Période d'exécution : Les références devront porter sur des prestations exécutées au cours des trois dernières années à la date limite de remise des candidatures. Volume minimal de prestations : Chaque référence présentée devra justifier d'un volume minimal de prestations de 4800 heures sur une année. Le soumissionnaire établit une liste qui reprendra : – Le nom du client privé ou public ; – La période d'exécution/durée/dates ; – Le volume des prestations par référence par année (nombre d'heures) ; – La description des missions effectuées dans le cadre de chaque référence.

Criterio: Autorizzazione o appartenenza a una particolare organizzazione necessaria per contratti di servizio

Descrizione del criterio di selezione: Agrément au titre d'une entreprise de sécurité en vue d'exploiter une entreprise de gardiennage délivrée par le SPF Intérieur Niveau(x) minimal (aux): Le soumissionnaire dispose d'un agrément au titre d'une entreprise de sécurité en vue d'exploiter une entreprise de gardiennage délivrée par le SPF Intérieur. Le soumissionnaire joint une copie de ce document en annexe de sa demande de participation.

Criterio: Altri requisiti economici o finanziari

Descrizione del criterio di selezione: Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016. L'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure. Conformément à l'article 151 de la Loi du 17 juin 2016, les motifs d'exclusion spécifiés dans les articles 67 à 69 de ladite loi sont applicables. Motifs d'exclusion obligatoires (article 67 de la Loi du 17 juin 2016, article 67 de l'Arrêté royal du 18 juin 2017 et article 61 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques) S'agissant des motifs d'exclusion obligatoire : sauf s'ils indiquent dans le DUME avoir pris des mesures suffisantes afin de démontrer leur fiabilité, conformément à l'article 70 de la loi du 17 juin 2016, seuls les candidats ne tombant pas dans un des motifs d'exclusion énumérés aux articles 67 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et 61 de l'Arrêté Royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques peuvent participer au présent marché public. À cette fin, les candidats pour être sélectionnés fourniront un EXTRAIT DU CASIER JUDICIAIRE (ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement) de la société ou de la personne physique qui souhaite participer au présent marché. Cet extrait date de moins de 6 mois par rapport à la date limite de remise des demandes de participation, attestant de l'absence de condamnation du candidat pour un des délits suivants : o participation à une organisation criminelle ; o corruption ; o fraude ; o infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ; o blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; o travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; o occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Cette disposition s'applique de la même manière à l'égard de l'entité à la capacité de laquelle le candidat fait appel (tiers ou sous-traitant) lorsque la capacité de cette entité est déterminante pour la sélection dudit candidat. ! Conformément à l'art. 67 de la loi du 17/06/2016, l'obligation d'exclure le candidat s'applique aussi lorsque la personne condamnée par jugement définitif est un membre de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit candidat ou détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein. À cette fin, les candidats fourniront un extrait du casier judiciaire pour les personnes visées au paragraphe suivant et datant de moins de 6 mois par rapport à la date limite de remise des demandes de participation, attestant de l'absence de condamnation pour un des délits précités. Motifs d'exclusion facultatifs (article 69 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics) Tout candidat qui se trouve dans une situation visée à l'article 69 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics peut être exclu de la procédure de passation du marché conformément aux conditions posées par celle-ci. Conformément à l'article 73 de la loi du 17/06/2016, le Pouvoir Adjudicateur, pour les candidats belges, vérifiera notamment le respect de l'obligation de l'article 69 2° de la loi du 17/06/2016 (attestation de non-faillite) via l'application TELEMARC (accès sécurisé aux bases de données fédérales) géré par l'Agence pour la Simplification Administrative. Pour les candidats étrangers pressentis être sélectionnés, ceux-ci fourniront l'attestation adéquate équivalente, émanant de leur pays, attestant qu'ils sont en règle. Le document, le cas échéant, est traduit en français. Cette disposition s'applique de la même manière à l'égard de l'entité à laquelle le candidat fait appel (tiers ou sous-traitant) lorsque la capacité de cette entité est déterminante pour la sélection dudit candidat. En cas de groupement d'opérateurs économiques : ce qui précède s'applique à chaque membre dudit groupement. Dettes sociales et fiscales (article 68 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, article 68 de l'Arrêté Royal du 18 juin 2017 et articles 62 et 63 de l'Arrêté Royal du 18

/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques) Est exclu de la participation à la procédure de passation, à quelque stade que ce soit, le candidat qui ne satisfait pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale. Peut néanmoins être admis à participer à la procédure, le candidat qui n'a pas une dette de cotisations sociales ou une dette fiscale supérieure à 3.000 EUR ou qui peut faire valoir une des situations exonératoires visées aux articles 62 et 63 de l'AR du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. Conformément à l'article 73 de la loi du 17/06/2016, le Pouvoir adjudicateur, pour les candidats belges, vérifiera le respect de ces obligations via l'application TELEMARC (accès sécurisé aux bases de données fédérales) : • auprès de l'Office Nationale de la Sécurité Sociale ; • auprès du SPF Finances. Pour les candidats étrangers pressentis être sélectionnés, ceux-ci fourniront les attestations adéquates équivalentes, émanant de leur pays, attestant qu'ils sont en règle. Les documents, le cas échéant, doivent être traduits en français. Mesures correctrices (article 70 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics) • Concernant les motifs d'exclusion obligatoire, et en vertu de l'article 70, §2, de la loi du 17 juin 2016, tout candidat qui

5.1.10. Criteri di aggiudicazione

Criterio:

Tipo: Costo

Descrizione: Prix

Categoria del criterio di aggiudicazione peso: Ponderazione (punti, esatta)

Criterio di aggiudicazione: numero: 100

5.1.11. Documenti di gara

Indirizzo dei documenti di gara: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/1972/WV/2025>

5.1.12. Condizioni di appalto

Modalità di presentazione:

Presentazione elettronica delle offerte: Obbligatoria

Indirizzo per la presentazione: <https://www.publicprocurement.be>

Lingue in cui possono essere presentate le offerte o le domande di partecipazione: francese

Catalogo elettronico: Non consentita

Varianti: Non consentita

Descrizione della garanzia finanziaria: Cautionnement (5 % du montant initial du marché (hors TVA), arrondi à la dizaine supérieure)

Termine per il ricevimento delle domande di partecipazione: 14/04/2026 11:00:00 (UTC+02:00) ora dell'Europa orientale, ora legale dell'Europa centrale

Condizioni contrattuali:

L'esecuzione dell'appalto deve avvenire nel contesto di programmi di lavoro protetti: No

Fatturazione elettronica: Obbligatoria

Si farà ricorso all'ordinazione elettronica: no

Sarà utilizzato il pagamento elettronico: no

5.1.15. Tecniche

Accordo quadro:

Nessun accordo quadro

Informazioni sul sistema dinamico di acquisizione:

Nessun sistema dinamico di acquisizione

5.1.16. Ulteriori informazioni, mediazione e ricorsi

Organizzazione competente per i ricorsi: Conseil d'Etat

Organizzazione alla quale rivolgersi per informazioni complementari sulla procedura di appalto
: Opérateur de Transport de Wallonie - Direction Namur-Luxembourg
Organizzazione che riceve le domande di partecipazione: Opérateur de Transport de Wallonie
- Direction Namur-Luxembourg

8. Organizzazioni

8.1. ORG-0001

Nome ufficiale: Opérateur de Transport de Wallonie - Direction Namur-Luxembourg

Numero di registrazione: OTW-NL

Indirizzo postale: Avenue de Stassart, 12

Località: Namur

Codice postale: 5000

Suddivisione del paese (NUTS): Arr. Namur (BE352)

Paese: Belgio

Referente: Jean-Christophe Choukart

E-mail: jean-christophe.choukart@letec.be

Telefono: +32 81720837

Fax: +32 81720860

Indirizzo internet: <http://www.letec.be/>

Ruoli di questa organizzazione:

Committente

Organizzazione alla quale rivolgersi per informazioni complementari sulla procedura di appalto

Organizzazione che riceve le domande di partecipazione

8.1. ORG-0002

Nome ufficiale: Conseil d'Etat

Numero di registrazione: BE 0931.814.266

Indirizzo postale: Rue de la Science 33

Località: Bruxelles

Codice postale: 1040

Suddivisione del paese (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Paese: Belgio

E-mail: info@conseildetat.be

Telefono: +32 22349611

Indirizzo internet: <http://www.raadvst-consetat.be/>

Ruoli di questa organizzazione:

Organizzazione competente per i ricorsi

8.1. ORG-0003

Nome ufficiale: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services

Numero di registrazione: BE 0475.480.736

Località: Antwerpen / Anvers

Codice postale: 2000

Suddivisione del paese (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)

Paese: Belgio

E-mail: info@3p.eu

Telefono: +32 3 294 30 51

Ruoli di questa organizzazione:

Prestatore di servizi in materia di appalti

8.1. ORG-0004

Nome ufficiale: FPS Policy and Support

Numero di registrazione: BE 0671.516.647

Località: Brussels

Codice postale: 1000

Suddivisione del paese (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Paese: Belgio

E-mail: e.proc@publicprocurement.be

Telefono: +32 2 740 80 00

Ruoli di questa organizzazione:

TED eSender

Informazioni sull'avviso

Identificativo/versione dell'avviso: fb28f77c-ecfc-4c05-9225-98eeba11a85d - 02

Tipo di formulario: Gara

Tipo di avviso: Bando di gara – regime alleggerito

Sottotipo di avviso: 21

Data di trasmissione dell'avviso: 05/03/2026 00:00:00 (UTC+01:00) ora dell'Europa centrale, ora legale dell'Europa occidentale

Data di trasmissione da parte dell'eSender dell'avviso o bando: 05/03/2026 00:00:00 (UTC+01:00) ora dell'Europa centrale, ora legale dell'Europa occidentale

Lingue in cui il presente avviso è ufficialmente disponibile: francese

Numero di pubblicazione dell'avviso: 156357-2026

Numero dell'edizione della GU S: 46/2026

Data di pubblicazione: 06/03/2026